

Informations de base	
2010/0036(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	Procédure terminée
Mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association	
Voir aussi 2020/0051(COD)	
Subject 6.20.03 Accords et relations commerciales et économiques bilatérales 6.40.03 Relations avec l'Europe du Sud-est et les Balkans 6.40.15 Politique européenne de voisinage	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	INTA Commerce international	MOREIRA Vital (S&D)	19/04/2010
		Rapporteur(e) fictif/fictive KAZAK Metin (ALDE) CZARNECKI Ryszard (ECR) HIGGINS Joe (GUE/NGL)	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	AFET Affaires étrangères	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunions	Date
	Transports, télécommunications et énergie	3127	2011-11-24
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Commerce et sécurité économique	DE GUCHT Karel	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé

22/02/2010	Publication de la proposition législative	COM(2010)0054 	Résumé
11/03/2010	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
30/08/2010	Vote en commission, 1ère lecture		Résumé
02/09/2010	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A7-0243/2010	
11/05/2011	Décision du Parlement, 1ère lecture	T7-0219/2011	Résumé
11/05/2011	Résultat du vote au parlement		
13/10/2011	Décision du Parlement, 1ère lecture	T7-0441/2011	Résumé
13/10/2011	Résultat du vote au parlement		
24/11/2011	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
13/12/2011	Signature de l'acte final		
13/12/2011	Fin de la procédure au Parlement		
30/12/2011	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2010/0036(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Voir aussi 2020/0051(COD)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 207-p2
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	INTA/7/02328

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE442.986	11/06/2010	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A7-0243/2010	02/09/2010	
Texte adopté du Parlement, vote partiel en 1ère lecture /lecture unique		T7-0219/2011	11/05/2011	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T7-0441/2011	13/10/2011	Résumé

Conseil de l'Union				
Type de document	Référence	Date	Résumé	

Projet d'acte final	00047/2011/LEX	13/12/2011	
Commission Européenne			
Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2010)0054 	22/02/2010	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2011)8697	30/11/2011	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Parlements nationaux	IPEX	
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final
Règlement 2011/1336 JO L 347 30.12.2011, p. 0001

Résumé

Mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association

2010/0036(COD) - 13/12/2011 - Acte final

OBJECTIF : proroger la validité du règlement (CE) n° 1215/2009 introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne.

ACTE LÉGISLATIF : Règlement (UE) n° 1336/2011 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants et liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne.

CONTENU : à la suite d'un accord avec le Parlement européen en première lecture, le Conseil a adopté un règlement prorogeant, **jusqu'au 31 décembre 2015**, la validité du règlement (CE) n° 1215/2009 introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne. Le but principal de ces mesures est de revitaliser les économies des Balkans occidentaux grâce à un accès privilégié aux marchés de l'UE.

Ce règlement, qui s'applique rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2011, prévoit également des adaptations pour tenir compte de l'entrée en vigueur des accords commerciaux bilatéraux conclus avec la Bosnie-Herzégovine et la Serbie.

Des préférences commerciales avaient été accordées, pour une période prenant fin au 31 décembre 2010, à la Bosnie-Herzégovine, à la Serbie et au Kosovo, pour tous les produits relevant du champ d'application du règlement (CE) n° 1215/2009.

Les produits originaires d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, du Monténégro ou de Serbie continueront à bénéficier des dispositions dudit règlement ainsi que de toute concession prévue par le règlement qui serait plus favorable que celles que prévoient les accords bilatéraux en vigueur entre l'Union et ces pays.

Les principaux amendements apportés à la proposition de la Commission par le Parlement européen visent essentiellement à tenir compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en ce qui concerne la possibilité d'adopter des actes délégués et font référence à l'alignement nécessaire des procédures décisionnelles après l'entrée en vigueur du règlement établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission.

ACTES DÉLÉGUÉS : la Commission peut adopter des actes délégués en ce qui concerne : i) les modifications techniques à apporter aux annexes I et II rendues nécessaires par les modifications aux codes de la nomenclature combinée et aux subdivisions du TARIC, ii) les adaptations rendues nécessaires par l'octroi de préférences commerciales au titre d'autres accords entre l'Union et les pays et territoires visés au règlement. Le pouvoir d'adopter de tel actes est conféré à la Commission jusqu'à la date d'expiration du règlement. Il peut être révoqué à tout moment par le Parlement européen ou le Conseil. Le Parlement européen ou le Conseil peuvent formuler des objections à l'égard d'un acte délégué dans un délai de deux mois à compter de la date de notification (ce délai pouvant être prolongé de deux mois). Si le Parlement européen ou le Conseil formulent des objections, l'acte délégué n'entre pas en vigueur.

Mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association

2010/0036(COD) - 13/10/2011 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 605 voix pour, 20 voix contre et 18 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne.

Le rapport avait été renvoyé en commission lors de la séance du 11 mai 2011.

Le Parlement a arrêté sa position en première lecture suivant la procédure législative ordinaire. Les amendements adoptés en plénière sont le résultat d'un compromis négocié entre le Parlement européen et le Conseil.

Les amendements apportés à la proposition de la Commission visent essentiellement à tenir compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en ce qui concerne la possibilité d'adopter des actes délégués et font référence à l'alignement nécessaire des procédures décisionnelles après l'entrée en vigueur du règlement établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission:

Actes délégués : la Commission aura le pouvoir d'adopter des actes délégués en ce qui concerne :

- les modifications et adaptations techniques à apporter aux annexes I et II rendues nécessaires par les modifications aux codes de la nomenclature combinée et aux subdivisions du TARIC,
- les adaptations rendues nécessaires par l'octroi de préférences commerciales au titre d'autres accords entre l'Union et les pays et territoires visés au présent règlement.

La délégation de pouvoir sera conférée à la Commission jusqu'à l'expiration du règlement et pourra être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou le Conseil.

Un acte délégué n'entrera en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n'a pas exprimé d'objections dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil ou si, avant l'expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas formuler d'objections. Ce délai pourra être prolongé de deux mois à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.

Mesures d'exécution : la Commission se voit conférer des compétences d'exécution afin d'assurer des conditions uniformes d'exécution du règlement en ce qui concerne la suspension du droit au bénéfice des arrangements préférentiels en cas de non-respect, la délivrance de certificats d'authenticité attestant que les produits sont originaires du pays ou du territoire concerné et correspondent à la définition donnée dans le présent règlement, et pour la suspension temporaire, totale ou partielle, des mesures prévues par le présent règlement.

Ces compétences d'exécution doivent être exercées conformément aux dispositions du [règlement \(UE\) n° 182/2011](#) du Parlement européen et du Conseil.

Mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association

2010/0036(COD) - 11/05/2011 - Texte adopté du Parlement, vote partiel en 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a modifié, suivant la procédure législative ordinaire, la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne.

Le vote sur la résolution législative a été **reporté à une séance ultérieure**.

Les principaux amendements apportés à la proposition de la Commission visent essentiellement à tenir compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en ce qui concerne la possibilité d'adopter des actes délégués et font référence à l'alignement nécessaire des procédures décisionnelles après l'entrée en vigueur du règlement établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission. Ces amendements sont les suivants :

Actes délégués : la Commission doit être habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en ce qui concerne :

- les modalités de mise en œuvre des contingents tarifaires pour les produits de la catégorie «baby beef»;
- les modifications et adaptations techniques rendues nécessaires par les modifications au code de la nomenclature combinée et aux subdivisions du TARIC;
- et les adaptations rendues nécessaires par la conclusion des autres accords entre l'Union et les pays et territoires visés au présent règlement.

La délégation de pouvoir sera conférée à la Commission jusqu'au 31 décembre 2015 et pourra être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou le Conseil.

Un acte délégué n'entrera en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n'a pas exprimé d'objections dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil ou si, avant l'expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas formuler d'objections.

Mesures d'exécution : il convient de conférer des compétences d'exécution à la Commission afin d'assurer des conditions uniformes d'exécution du règlement en ce qui concerne la délivrance de certificats d'authenticité attestant que les produits sont originaires du pays ou du territoire concerné et correspondent à la définition donnée dans le présent règlement, et pour la suspension temporaire, totale ou partielle, des mesures prévues par le règlement.

Ces compétences d'exécution doivent être exercées conformément aux dispositions du [règlement \(UE\) n° 182/2011](#) du Parlement européen et du Conseil.

Mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association

2010/0036(COD) - 22/02/2010 - Document de base législatif

OBJECTIF : modifier le règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

CONTEXTE : le règlement (CE) n° 2007/2000 du Conseil a introduit des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants ou liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne, qui accordent un accès illimité en franchise de droits au marché de l'Union, pour la quasi totalité des produits originaires des pays et des territoires douaniers bénéficiant du processus de stabilisation et d'association. Le règlement (CE) n° 2007/2000 été codifié par le règlement (CE) n° 1215/2009 du 30 novembre 2009.

Deux accords de stabilisation et d'association, le premier entre les CE et leurs États membres, d'une part, et la Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part, le deuxième entre les CE et leurs États membres, d'une part, et la Serbie, d'autre part, ont été signés à Luxembourg, respectivement le 16 juin 2008 et le 29 avril 2008. En attendant l'accomplissement des procédures nécessaires à leur entrée en vigueur, deux accords intérimaires sur le commerce ont été signés et conclus. Ces accords sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2008 (Bosnie-et-Herzégovine) et le 1^{er} février 2010 (Serbie).

Les accords de stabilisation et d'association ainsi que les accords intérimaires établissent un régime commercial contractuel entre l'UE et la Bosnie-et-Herzégovine ainsi qu'entre l'UE et la Serbie. Il convient dès lors de modifier le règlement (CE) n° 1215/2009 en retirant la Bosnie-et-Herzégovine ainsi que la Serbie de la liste des bénéficiaires des concessions tarifaires accordées pour les mêmes produits dans le cadre du régime contractuel et d'ajuster les volumes des contingents tarifaires globaux applicables à certains produits pour lesquels les régimes contractuels prévoient des contingents tarifaires.

La Bosnie-et-Herzégovine, de même que la Serbie, devraient toutefois continuer à bénéficier des concessions visées par le règlement (CE) n° 1215/2009, dans la mesure où celles-ci sont plus favorables que celles prévues par le régime contractuel. Le règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil expire le 31 décembre 2010. Il demeure le principal instrument régissant les relations commerciales avec le Kosovo. Le Conseil «Affaires générales» a déclaré dans ses conclusions du 8 décembre 2009 qu'en ce qui concerne les relations de l'UE avec le Kosovo, il attachait notamment de l'importance aux mesures liées au commerce, sans préjudice de la position des États membres concernant le statut du Kosovo. Le maintien de l'accès au marché de l'Union européenne est essentiel pour la reprise économique du Kosovo et de l'ensemble de la région. En même temps, il n'aura pas d'effets négatifs pour l'Union européenne.

Dans sa [résolution](#) du 26 novembre 2009 intitulée Stratégie d'élargissement 2009 concernant les pays des Balkans occidentaux, l'Islande et la Turquie, le Parlement européen a invité la Commission à tout mettre en œuvre pour atténuer les effets de la crise économique sur les Balkans occidentaux.

Pour ces raisons, il convient de prolonger la validité du règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil jusqu'au 31 décembre 2015.

CONTENU : la présente proposition modifie certains éléments du règlement (CE) n° 1215/2009 afin de permettre d'en **prolonger la validité jusqu'au 31 décembre 2015** et d'effectuer certains ajustements suite à l'entrée en vigueur d'accords bilatéraux avec la Bosnie-et-Herzégovine ainsi qu'avec la Serbie.

Pour garantir le respect des obligations internationales de l'Union, il est proposé de subordonner les préférences contenues dans le règlement proposé au maintien ou au renouvellement de la dérogation que l'Union européenne a obtenue vis à vis des obligations de l'OMC.

Afin de protéger les intérêts économiques des opérateurs, des mesures transitoires sont prévues pour les marchandises qui, à la date d'entrée en vigueur du règlement proposé, sont en transit ou se trouvent en dépôt temporaire en entrepôt douanier.

Le règlement (CE) n° 1215/2009 inclut également certaines compétences réservées au Conseil, qui ne sont pas fondées sur la décision 1999/468/CE du Conseil fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission (comitologie). La Commission soumettra une proposition qui révisera toutes ces modalités dans le domaine de la politique commerciale commune à la lumière du système d'exécution des actes défini à l'article 291 du TFUE, ainsi que du règlement relatif aux règles et principes généraux concernant l'exercice des compétences d'exécution par la Commission adopté sur la base de l'article 291, paragraphe 3. Cette proposition portera également sur les articles 2 et 10 du règlement (CE) n° 1215 /2009. Elle sera présentée dès que possible après que la Commission aura adopté une proposition sur les règles et principes généraux concernant l'exercice de ses compétences d'exécution.

Afin d'éviter toute perturbation des échanges, le règlement proposé devrait être appliqué dès le 1^{er} janvier 2011, vu que le règlement (CE) n° 1215 /2009 du Conseil expire le 31 décembre 2010.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE : le règlement proposé ne comporte pas de dépenses à la charge du budget de l'UE. Son application n'entraînerait pas non plus de pertes de recettes douanières par rapport à la situation actuelle.